

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et de M. Bettino Craxi, Président du Conseil de la République italienne, à l'issue du sommet franco-italien à Paris, Palais de l'Élysée, vendredi 9 novembre 1984.

Mesdames et messieurs,

- Nous venons d'achever nos travaux qui comme vous le savez se déroulent dans le -cadre des réunions maintenant régulières et au plus haut niveau entre les autorités italiennes et les autorités françaises afin de vérifier dans quels domaines nos démarches peuvent s'affirmer en commun, celles qui continuent d'être soumises à examen et de façon à cerner les éventuels contentieux afin de les réduire.

- L'ensemble de ces problèmes que nous avons à traiter sont de diverses sortes : politique générale et étrangère, de caractère universel, européen, bilatéral, les problèmes qui sont traités sur le -plan technique, agriculture, industrie, télécommunications, culture, défense. Tout cela a été abordé au-cours des sept heures consécutives de travail auquel nous nous sommes consacrés depuis ce matin.

- J'ai eu grand plaisir personnellement à recevoir ici le Président du Conseil des ministres italien, M. Bettino Craxi, que je connais depuis longtemps, auquel me lient des relations amicales ainsi que les ministres qui se trouvaient à ses côtés.

- Tout à l'heure, au-cours de ce que l'on appelle des entretiens élargis, les ministres ont rendu compte de l'-état de leurs travaux. Je les énumère simplement : sur le -plan militaire quelques accords ou quelques démarches communes, missiles anti-chars, hélicoptères de transport léger. Sur le -plan affaires extérieures, nous avons constaté que nos démarches étaient semblables ou très proches dans des domaines comme ceux qui touchent à l'évolution en Amérique centrale, d'interventions comme celles du groupe de Contadora, dans les relations Est-Ouest, pour tout ce qui peut tendre à la limitation des armements, dans l'approche des problèmes touchant à l'espace, aux armes chimiques ou bactériologiques. Nous nous sommes fait rendre compte de ce qui a été délibéré au sein de l'UEO et nous avons abordé exactement dans le même -état d'esprit les suites de la conférence de Stockholm, Madrid et le reste.

- J'attirerai votre attention sur un aspect important et disons plus nouveau qui touche à notre identité de vue sur la convention sur le droit de la mer. La France a déjà adhéré. Les dispositions de l'Italie vont dans ce sens.

- Nous avons rappelé la démarche franco - italienne au regard de la centrale nucléaire en Egypte. Indiscutablement, il s'agit là d'une proposition extrêmement cohérente et très au point techniquement. Egalement une démarche tout à fait proche pour la conclusion des accords de Lomé sur les délais et sur les efforts financiers.\

` Bilan du sommet franco - italien, suite `

- Quant aux problèmes purement européens, nous nous sommes inscrits dans la logique de Fontainebleau. Nous savons les uns et les autres qu'il doit y avoir un élargissement le 1er janvier 1986. Nous sommes d'accord pour cet élargissement, nous savons qu'il y a encore quelques

dossiers qui ne sont pas réglés et qui devraient l'être normalement à Dublin, ou avant Dublin, c'est-à-dire avant le début décembre de cette année, sans oublier que c'est l'Italie qui assurera la présidence de la Communauté `CEE` à partir du 1er janvier 1985.

- Nous sommes également d'accord sur la façon de considérer ce que l'on appelle la discipline budgétaire au sein de la Communauté.

- Le problème qui reste pendant est celui qu'on appelle "viti-vinicole" avec une conception commune c'est que ce qui ne serait pas réglé entre nous et au sein de la Communauté dans un délai maintenant bref passerait à l'arbitrage, après 1986, de pays non producteurs de vin qui bien entendu auront quelques réticences à soutenir les pays producteurs. De sorte qu'aujourd'hui l'Italie et la France concurrentes deviendront fatalement partenaires en face des pays non producteurs. On ferait bien d'y penser pour régler positivement les problèmes en-cours.\

` Bilan du sommet franco - italien, suite `

- Je passe vite. Des débats sur l'industrie et la recherche, un accord important sur le renforcement de la coopération scientifique et quant au programme ATHOS, en même temps que le lien avec le projet COLOMBUS. Sur la sidérurgie, sur les automobiles, nous sommes également attentifs non pas à nier la nécessité d'aménagement des automobiles contre la pollution mais il faut que cela se fasse de façon harmonieuse avec les pays producteurs d'automobiles, c'est-à-dire avec l'Allemagne.

- Sur le réaménagement du tarif douanier pour l'électronique grand public, nos positions sont voisines. Sur les télécommunications, il y a une volonté d'accroître tout ce qui touche entre nous à l'innovation technologique. J'ai parlé tout à l'heure d'ATHOS, COLOMBUS, j'aurai pu parler d'Ariane 5. Il y a une grande convergence de points de vue. Quant aux télécommunications proprement dites, il y a accord sur la coopération qui marquerait notamment les engagements de CIT-ALCATEL côté français et d'ITALTEL côté italien. Là je crois qu'on peut enregistrer avec satisfaction l'aspect positif de nos conversations. On va discuter, on a engagé la discussion, mais on va poursuivre sur le vidéotex, l'utilisation de la télématique et la carte mémoire sans oublier le radio-téléphone.\

` Bilan du sommet franco - italien, suite `

- Nous avons également abordé certains problèmes touchant aux accords commerciaux de caractère général comme ceux qui sont débattus au GATT mais aussi au sein de la Commission et de l'Europe. Tous ceux qui connaissent ce problème comprendront bien, ceux qui sont spécialistes des crédits mixtes, mais les autres comprendront également, qu'il s'agit de la façon d'aborder disons la transparence côté américain, côté européen. Encore y a-t-il des différences dans la façon de procéder allemande, française, italienne sur les crédits mixtes et les aides liées.

- Nous avons parlé sur le -plan européen des démarches à mener à bien au sein des comités ad hoc que nous avons créés : le comité de politique générale pour donner un contenu politique plus précis à la communauté actuelle mais aussi le comité chargé de traiter des problèmes de l'Europe des citoyens, passage des frontières en-particulier sur lequel nous sommes décidés à avancer pour la frontière franco - italienne un peu à la façon dont on l'a fait avec l'Allemagne en prenant des précautions encore supplémentaires.\

` Bilan du sommet franco - italien, suite `

- Intéressantes ont été les conversations qui ont pris une tournure beaucoup plus importante aujourd'hui qu'hier sur les problèmes culturels. Les échanges se développent. Je pense pour la France au Théâtre de l'Europe `Odéon`, au musée d'Orsay, à l'Opéra, à ce qui se produit pour l'instant à la Cour du Louvre. Des choses précises ont été dites pour des accords de coopération sur le - plan cinématographique. Quand on sait quelles ont été les grandes périodes du cinéma italien, une certaine crise actuelle, les problèmes qui se posent à la France, on mesurera l'intérêt de cette coopération. L'Agence franco-italienne de production et de distribution, une aide et un soutien à la production, j'en passe...

- Tout cela dans un -cadre général qu'il est facile de définir. L'Italie et la France se concertent, travaillent ensemble, délimitent les sujets difficiles qui sont en nombre heureusement réduit même s'ils sont importants par -rapport à l'ensemble des données de politique générale et de

politique économique et technique ou nous disposons d'un large accord.

- Je vous remercie maintenant mesdames et messieurs, si vous voulez bien poser quelques questions notamment à M. le président du Conseil italien qui est notre hôte mais je suis également à votre disposition puisqu'il s'agit d'une conférence de presse, nous sommes là pour cela. Qui demande la parole ?

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez parlé de l'Europe, pendant la campagne électorale américaine il y a eu une absence remarquée, l'Europe n'a pas été mentionnée. Comment vous jugez cet oubli du cher Ron ?

- LE PRESIDENT.- Vous observerez d'abord qu'il y a un cher Ron `Ronald Reagan` parce qu'il y a un cher François. C'est un ton de réciprocité amicale. Ensuite, je pense que dans nos pays d'Europe occidentale les problèmes communautaires prennent rarement le pas sur les problèmes nationaux lors des élections, ce qui prouve que nos populations ont besoin d'être davantage informées, mobilisées par les problèmes de l'Europe. Enfin, lorsqu'il s'agit de l'Europe, quand même, cela intéresse. Mais lorsque l'on est en Californie, ou en Minnesota, cela intéresse peut-être moins, cela paraît bien lointain même si tous nos amis américains ont toujours un grand-père par là qui vient d'Europe, enfin souvent. Oui, j'ai remarqué moi aussi que le problème de l'organisation de l'Europe n'était pas une préoccupation fondamentale dans la politique intérieure américaine. On ne jettera pas la pierre puisque je vous ai dit tout à l'heure que lorsque l'on vote dans nos pays on ne s'occupe pas beaucoup de savoir ce que fait la politique américaine. Il faut que peu à peu nos opinions publiques s'habituent à considérer que les données internationales font partie de leur vie quotidienne. Donc je n'ai aucune appréciation de caractère péjoratif à ajouter à cette observation de fait, que vous avez tout à fait raison de faire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit tout à l'heure que vous aviez évoqué les problèmes de l'Amérique centrale et Est-ce que vous avez évoqué avec M. Craxi, la crise qui se développe à l'heure actuelle entre le Nicaragua et les Etats-Unis, et, est-ce que dans le cas d'une intervention militaire, quelle que soit sa forme, l'Europe et la France pourraient rester muettes ?

- LE PRESIDENT.- C'est une crise ancienne et dans cette affaire je ne peux engager que la France, et pas l'Italie. Mais la France a déjà fait connaître à diverses reprises de façon solennelle ses positions. Je les ai moi-même exposées publiquement à Washington.

- Nous Français, nous ne faisons pas la même analyse du développement historique de la crise qui déchire aujourd'hui la plupart des pays d'Amérique centrale et nous ne faisons pas la même analyse que les Américains. C'est bien connu, il est inutile d'insister. Mais en tout état de cause, nous ne pouvons pas faire de considération sur ce qui demeure des hypothèses. Vous ne pouvez pas dire : "au cas où il y aurait intervention militaire américaine, qu'est-ce que vous feriez" ? Mais il n'y a pas d'intervention directe américaine aujourd'hui. Si des choses de ce genre devaient se produire, nous dirions ce que nous avons à dire. Et j'ai pour ma part toujours averti que ce type de problème ne pouvait pas se résoudre par l'intervention militaire d'un pays chez un autre.

- Quant à l'appréciation portée sur telle ou telle démarche, telle ou telle aide en matière d'armement, tel ou tel type d'armement destinés au Nicaragua, je ne peux juger que sur pièce. Même dans la presse aujourd'hui, on discute sur le contenu des envois faits au Nicaragua. J'attendrai donc d'en savoir davantage avant de me prononcer sur le bien-fondé des attitudes ici et là.

- Notre position, nous Français, est claire : nous pensons qu'on ne doit pas envisager d'intervention militaire pour régler ce type de problème. J'ajoute que les dispositions du groupe de Contadora avec lequel la France entretient d'excellentes relations, devraient servir d'axe de négociations pour le présent et l'avenir. Je pense que Bettino Craxi aura peut-être quelque chose à dire là-dessus.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous n'avez fait aucune allusion dans votre rapport au fait de savoir si vous avez traité ou pas le problème des terroristes italiens au droit d'asile. Je ne sais pas si c'est un oubli ou si effectivement, vous n'avez pas parlé de cela.

- LE PRESIDENT.- J'ai rendu compte de ce dont on a parlé, de cela on n'en a pas parlé. Ce qui ne veut pas dire que cela ne nous intéresse pas. Pour l'instant ces problèmes ont été traités, je pense, par les ministères spécialisés. Ils n'ont pas été l'objet d'un contentieux entre l'Italie et la

France. Vu de France, c'est comme cela que je le vois.\

QUESTION.- Croyez-vous possible que l'Europe ait encore une partie à jouer au Moyen-Orient ?
Croyez-vous que dans les prochains mois l'Europe prendra des initiatives autonomes à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas parler au nom de l'Europe. Je sais que la France est très présente au Proche et au Moyen-Orient. Quant à l'Italie, je n'ai pas à m'exprimer en son nom. Mais notre approche de ce problème est très voisine, dans les relations avec l'OLP, dans les relations avec l'Organisation des Nations unies et ses résolutions, dans le droit de chaque peuple à l'existence sur une terre. Quant à la guerre Irak - Iran, l'Italie et la France n'ont pas de dissentiments, au contraire.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous et M. Craxi avez le sentiment que durant le deuxième mandat Reagan, les Américains qui, jusqu'alors, n'ont eu qu'un semblant de politique au Proche-Orient, auront cette fois-ci une véritable politique qui pourrait amener les pays arabes concernés dans la région et Israël à la table des négociations.

- LE PRESIDENT.- Je ne fais pas de pronostic.

- QUESTION.- Monsieur le Président, l'Italie traditionnellement a des bonnes relations avec la Libye. Je voudrais savoir si vous en avez parlé et plus précisément, est-ce que la France a l'impression, le sentiment que la Libye a respecté les accords de retrait du Tchad ?

- LE PRESIDENT.- Le retrait s'achève au moment où nous nous exprimons. Sauf accident, on n'attendra pas longtemps avant de savoir que cette opération est terminée des deux côtés.\

QUESTION.- Monsieur le Président, à propos du Moyen-Orient encore, je voudrais savoir si on a parlé d'une possible initiative européenne sur le Moyen-Orient qui pourrait être conduite par le gouvernement italien pendant la présidence italienne ?

- Deuxième question : est-ce qu'on a parlé avec optimisme ou pessimisme d'une possible relance des relations Est-Ouest après l'élection de M. Reagan ?

- LE PRESIDENT.- Je laisserai au Président Craxi le soin de répondre à la première question, puisque c'est lui qui présidera la Communauté dans un mois et demi. Sur l'Est - Ouest, la conférence de Genève est une conférence qui réunissait les Américains et les Russes, donc ceux qui n'y participaient pas et qui n'y participeront pas, doivent économiser leurs conseils. Mais dans l'intérêt de la paix du monde, nos deux pays ont déjà dit souvent qu'ils souhaitent que les deux principaux partenaires puissent s'entendre sur une réduction de leurs armements qui sont hors de toute commune mesure avec les armements des autres pays du monde. Surtout sur le -plan nucléaire. Si au-cours de l'année prochaine, un rapprochement s'opère entre les deux partenaires de Genève, nos pays ne feront que l'encourager.\

QUESTION.- Monsieur le Président, une question plus terre à terre, mais qui intéresse directement les citoyens français et italiens. Avez-vous parlé d'ouvrir les frontières entre l'Italie et la France de la même manière que vous le faites déjà entre l'Allemagne et la France ?

- LE PRESIDENT.- Je croyais en avoir dit un mot tout à l'heure. J'avais bien dit que nous avons débattu de ce projet et que dans le -cadre du comité ad-hoc créé au sein de la Communauté européenne `CEE` pour créer l'Europe des citoyens, les Allemands et les Français ont pris les devants par un accord bilatéral. L'Italie et la France entendent se diriger dans le même sens, c'est-à-dire ouvrir leurs frontières dans le -cadre de mesures et de procédures à préciser. Nos deux pays ont une frontière commune, nous souhaitons qu'elle s'ouvre et nous allons y travailler.\

QUESTION.- Est-ce qu'il y a accord entre les deux gouvernements aussi sur la non comptabilisation des forces nucléaires françaises et anglaises ? La question est adressée à M. Craxi.

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, madame, moi, je vais quand même vous répondre. Que l'on soit d'accord ou pas d'accord, de toutes façons on ne compte pas. Vous avez tout à fait raison de m'éviter dans cette affaire.

- QUESTION.- (en italien).

- LE PRESIDENT.- L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ont quelques neuf à dix mille charges nucléaires, la France, pour l'instant, 98 en attendant d'en avoir un peu plus. Quand ils seront rapprochés, on verra cela.\

QUESTION.- Je voudrais savoir, si dans le cas où un accord sur le vin entre la France et l'Italie ne se faisait pas à très bref délai, il n'est pas imaginable que la négociation avec l'Espagne soit reportée ?

- LE PRESIDENT.- c'est à craindre. C'est pourquoi ces deux pays, l'Italie et la France auront, je l'espère, la sagesse de régler leurs problèmes. Ce serait une erreur que de croire qu'il n'y a que l'Italie et la France. N'oubliez pas qu'il y a aussi l'Allemagne. L'Allemagne est un grand producteur de vin. En volume les exportations allemandes sur les Etats-Unis d'Amérique sont plus importantes que les exportations françaises.

- Merci.\